

# 400 étudiantes victimes d'une intoxication alimentaire à Constantine

**L'intoxication alimentaire qui a affecté les résidentes de la cité universitaire Nahas-Nabil, au mois de février dernier, n'a pas servi de leçon aux responsables des œuvres universitaires de Constantine.**

Les étudiantes de la résidence universitaire Mohamed-Seddik-Benyahia d'El-Khroub viennent de connaître le même. En effet, près de 400 autres résidentes ont été victimes d'un drame similaire, en pleine canicule et en période d'examens cette fois-ci.

Une intoxication alimentaire collective due, probablement, selon les premiers éléments de l'enquête, à la consommation de produits servis avariés samedi au déjeuner.

Le repas était composé d'une salade, de pois chiches, d'œufs, de

frites et des millefeuilles pour le dessert. «Les victimes présentaient les symptômes d'une intoxication alimentaire. Elles souffraient de douleurs abdominales, fièvre, diarrhée et vomissements», a indiqué un médecin de l'établissement public hospitalier Mohamed-Boudiaf d'El-Khroub où 112 malades ont été évacués en urgence dès les premières heures de la journée d'hier (dimanche).

Sept d'entre elles ont été admises au service de médecine de prévention. Les médecins ont jugé qu'elles devaient être gardées en observation pendant au moins 48 heures.

La direction de l'hôpital a également dépêché une équipe de médecins pour secourir les étudiantes intoxiquées sur place où un poste médical avancé a été installé par les services de la Protection civile. C'est hier aux alentours de 7h30 du matin que les victimes ont commencé à défiler à l'infirmerie de la résidence universitaire avant que des convois d'ambulances, de l'hôpital et de la Protection civile, n'entament, une demi-heure plus tard, le transfert des malades à l'hôpital, situé à quelques encablures de la cité. «Samedi, vers 18 h, avant le dîner, les malades ont commencé à sentir des douleurs, même si pour la plupart les symptômes sont apparus juste après minuit», dira la même interlocutrice. «Moi, je n'étais pas présente au dîner mais j'ai déjeuné



Un manque de responsabilité qui met, encore une fois, la vie des étudiantes en danger.

Photo de notre bureau de Constantine

au restaurant de la cité. Je crois que c'est dû aux œufs et aux frites qui, apparemment, ont été mélangés à des tomates ou à d'autres ingrédients. Ce mélange avait un arrière-goût», soutiendra une employée de l'administration de cette résidence qui a été admise également à l'hôpital d'El-Khroub.

Une autre résidente incrimine les millefeuilles, impropres à la consommation, selon ses termes. «Je n'ai mangé au déjeuner que les millefeuilles», précisera-t-elle. Néanmoins, les résidentes n'écartent pas le dîner dont la viande,

dégageait un goût «aigre», comme cause de cette intoxication.

Le menu de ce soir-là inclut une salade, une ration de riz, de la viande rouge et des bananes comme dessert. Hier à 11 h, un bilan provisoire faisait état de l'intoxication de 391 personnes. Une enquête a été ouverte par la direction de la santé et de la population ainsi que par la police scientifique pour déterminer les causes exactes de ce drame. Rappelons que c'est la deuxième intoxication alimentaire collective à se produire dans la wilaya de Constantine, en l'espace d'une

semaine depuis ce début des chaleurs, après celle ayant affecté 32 élèves d'une école primaire située à Boumerzoug, dans la commune du chef-lieu. Une intoxication due à la consommation de yaourts avariés.

Au mois de février dernier, 400 étudiantes avaient été victimes d'une intoxication alimentaire collective à la résidence universitaire Nahas-Nabil. Le fournisseur des gâteaux avait été alors inculpé par la justice et condamné à une peine de prison ainsi que deux de ses collaborateurs.

Lyas Hallas

## SUITE À UNE ENTREVUE AVEC LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

### Les psychologues gèlent leurs sit-in jusqu'à samedi prochain

**Après les hospitalo-universitaires, le ministre de la Santé répondra-t-il favorablement aux doléances des psychologues ? Ces derniers, qui se sont rassemblés hier devant le ministère de la Santé, ont interpellé Saïd Barkat pour défendre leur cause auprès du Premier ministre ou du ministre du Travail.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Selon Khaled Keddad, président du Syndicat national des psychologues (Snapsy), le ministère de tutelle n'a pas «épuisé» toutes les procédures avec la Direction de la Fonction publique qui campe sur sa position. Après un rassemblement

d'une demi-heure devant le ministère de la Santé, les psychologues ont été finalement reçus par le secrétaire général.

Ce dernier a demandé aux représentants des psychologues de lui donner un délai d'une semaine pour répondre à leur demande.

Pour rappel, la semaine dernière, les psychologues ont été reçus par le secrétaire général de la Fonction publique.

Une entrevue qui n'a pas abouti à rien de concret, selon le président du Snapsy. La direction générale de la Fonction publique ne veut toujours pas admettre l'accord signé entre le syndicat et la tutelle concernant la classification des psychologues à l'échelle 13 au lieu de 12, selon le président du Snapsy.

Selon M. Keddad, la Fonction publique a rejeté tous les accords

signés entre les syndicats autonomes de la Fonction publique et leurs tutelles respectives.

Les psychologues ont décidé de geler la protestation jusqu'à samedi prochain, mais d'ici là, si aucune réponse favorable ne leur est fournie, ils reprendront leur mouvement.

En grève depuis le 13 mars, les psychologues, représentés par le Snapsy, semblent ne pas trouver une oreille attentive à leurs revendications, notamment celle liée à la classification.

S. A.

## RENCONTRE CNES-HARRAOUBIA AUJOURD'HUI

### La grève sera-t-elle maintenue ?

**Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Rachid Harraoubia, va rencontrer aujourd'hui à 15h, les représentants du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes), pour tenter de trouver un terrain d'entente et les convaincre de renoncer au débrayage annoncé à partir du 30 mai pour une durée de quinze jours.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Les membres du bureau du Cnes ont été, en effet, contactés dans la soirée de samedi par le cabinet du ministre, les conviant à une réunion de travail le jour même où le syndicat a déposé son préavis de grève. Contacté à ce propos, le coordinateur du Cnes, M.

Rahmani, a salué cet appel au dialogue et souhaité qu'il soit véritablement fructueux. Le Cnes refuse de retomber dans les erreurs du passé, à savoir la constitution des commissions de travail, à l'avenir.

Car, quatre commissions ont été installées il y a deux années durant lesquelles

toutes les questions relatives aux activités professionnelles, organisationnelles et de gestion de l'université ont été étudiées avec précision.

Cependant, les conclusions de ces commissions n'ont pas été concrétisées sur le terrain. «Cette fois-ci, nous voulons du palpable, plus de promesses et de paroles en l'air», avertit M. Rahmani qui confirme l'engagement irréversible du Cnes à maintenir la pression sur les pouvoirs publics, jusqu'à satisfaction des revendications exprimées.

Le Cnes a, en effet, établi

une feuille de route, ou du moins un document où sont rassemblées toutes les propositions de la famille universitaire, sur certaines réformes incontournables pour le bon fonctionnement et la gestion de l'Université. «On ne peut plus se satisfaire du replâtrage.

Le ministère doit absolument revoir le fonctionnement des conseils d'administration et aussi revaloriser le rôle des conseils scientifiques», a-t-il ajouté, sans omettre de toucher du doigt la gestion financière peu transparente des universi-

tés. Outre des pratiques non-conformes aux règles adoptées par certains recteurs des universités qui favorisent le clientélisme au détriment du professionnalisme. «Aujourd'hui, on arrive à tétaniser les universités avec les moyens de l'Etat.

C'est une dérive qu'il faut dénoncer», souligne M. Rahmani, qui compte sur «la bonne volonté du ministère de l'Enseignement supérieur afin de remédier à ces situations qui placent l'université algérienne au même niveau que les crèches».

R. M.

## AFFAIRE D'ALGÉRIE POSTE

### Renvoyée au 28 juin

Pour la deuxième fois consécutive, le procès des cadres d'Algérie Poste est renvoyé à une date ultérieure. La décision a été prise, hier, par la présidente du tribunal, après qu'une requête eut été introduite par le collectif d'avocats. Le 28 juin a été fixé comme date-butoir pour la tenue dudit procès. La salle d'audience n° 5 du tribunal correctionnel de Sidi-M'hamed s'est avérée exiguë pour contenir la foule nombreuse venue assister au procès des cadres d'Algérie Poste. «Nous sommes présents aujourd'hui au tribunal de Sidi M'hamed pour exprimer notre soutien à nos collègues se trouvant aujourd'hui, derrière les barreaux», nous diront les travailleurs d'Algérie Poste rencontrés sur les lieux. Il est à signaler que ces derniers ont enclenché un extraordinaire mouvement de solidarité envers leurs collègues poursuivis dans cette affaire. Pour rappel, quatre cadres d'Algérie Poste sont depuis octobre 2008 en détention préventive. Ils sont poursuivis pour le chef d'inculpation «de non-respect de la réglementation régissant l'activité d'Algérie Poste». Selon l'arrêt de renvoi, des griefs précis sont retenus contre deux cadres centraux, alors que les deux receveurs sont accusés de non-respect de la réglementation, entraînant un préjudice de 130 000 DA à l'entreprise.

Ceci étant, dans cette affaire, ils seront près d'une quarantaine de personnes, parmi elles l'ex-directrice d'Algérie Poste, des cadres et des entrepreneurs, à se présenter à la barre le 28 juin prochain, soit en tant que témoins soit en tant qu'accusés. Pour les robes noires, «cette affaire aurait pu connaître son dénouement au niveau interne et ne pas prendre des proportions qui ne sont pas les siennes».

Abder Bettache